

Enbarr

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
7 mai 2009
N° 2077
1,30 €

Bové répond à
Lamassoure

François Alfonsi

EUROPE ECOLOGIE

**Un eurodéputé
corse**





Solidarité

SARKOZY en a fait l'annonce la semaine dernière: 35 milliards d'euros, dont l'essentiel sera apporté par l'Etat, vont être investis en 12 ans dans les transports en Ile-de-France. Les deux tiers de l'enveloppe seront consacrés à la réalisation de la «double boucle», le métro automatique fonctionnant nuit et jour, préconisé par Christian Blanc pour relier des pôles d'activités économiques de Roissy, Orly, la Défense, Saclay, Massy, Clichy-Montfermeil, Noisy, ou encore un grand hub multimodal à Pleyel. Bonne nouvelle pour les franciliens qui souffrent des conditions difficiles de leurs déplacements quotidiens. Louable intention d'intégrer les banlieues dans un ensemble urbain plus cohérent.

Néanmoins, ces projets d'investissements gigantesques soulèvent quelques interrogations. Avec un projet de Grand Paris s'étendant jusqu'au Havre, des programmes pour la construction de 70.000 logements par an et l'ambition de créer un million d'emplois en vingt ans, l'hypertrophie de la région la plus peuplée de l'hexagone ne fera que s'amplifier. Avec ses 12 millions d'habitants, l'Ile-de-France concentre déjà, sur un rayon de 60 kilomètres autour de la capitale, un cinquième de la population française. Il y a fort à craindre que l'ambition de faire de ce Grand Paris une «ville-monde» n'aggrave encore le déséquilibre entre les territoires hexagonaux. De même, le risque est grand que dans vingt ans, le tropisme de la mégapole aidant, on n'en soit toujours à courir après les infrastructures qui ont toujours un temps de retard sur l'urbanisation.

Les 35 milliards promis par l'Etat sont une somme colossale. Et tous les citoyens de ce pays devront mettre la main à la poche pour des investissements qui ne concernent que deux sur dix d'entre eux. Quel sera le bénéfice des investissements franciliens pour le contri-

buable d'Ezterenzubi, qui subira le contrecoup fiscal de ces projets, au même titre que celui du 16^{ème} arrondissement de Paris? Poser la question c'est y répondre. La décision de faire payer par les citoyens des contrées les plus démunies des investissements au profit des territoires les plus favorisés est assurément plus que contestable.

Solidarité nationale, nous rétorquera-t-on. Si solidarité il doit y avoir, elle doit s'exercer au sein même de l'Ile-de-France et pas au-delà. Si développement et équilibrage de la région parisienne il doit y avoir, ils doivent se faire en mettant en œuvre les solidarités internes à la région parisienne. Les moyens ne font pas défaut. L'Ile-de-France produit 30% du PIB français et le seul département des Hauts-de-Seine génère un PIB équivalent à celui des Pays-Bas. Alors, oui, que l'on aille chercher l'argent nécessaire à l'aménagement de la Seine-Saint-Denis du côté des tours de la Défense et pas dans la poche des contribuables du Pays Basque ou d'ailleurs.

Certes, nous autres Basques, très généreux et surtout très couillons, nous sommes habitués à voir notre argent filer vers les stations d'altitude béarnaises pour en financer les investissements et couvrir les déficits, pour le plus grand bonheur des 10% les plus favorisés de la population qui profitent ainsi de la poudreuse sans en payer le prix réel. Pour complaire au lobby des maïsiculteurs béarnais, nous finançons une usine d'éthanol à Lacq, économiquement ruineuse et écologiquement désastreuse. Il n'en reste pas moins que s'il est normal que la solidarité intercitoyenne et intergénérationnelle joue à plein en matière de couverture maladie, de retraite, d'assurance chômage ou de formation, il est insupportable de taxer les plus démunis pour faciliter la vie des plus favorisés.

Arrazakeriaren usaina ?

GERTAKARI batzuk uzten dituzte gustu saminakor batzuk... Keinak honetan gertakari frangok... Baina batek partikulariki. Asteburu honetan zenbat bizpahiru ehun kideek parte hartu dute manifa batetan, Angeluko eskualdean, «*bidaiako jendeak*» deituak direnei egiteagatik aparkatu leku bat uda denborako Arrangoitzeko zola batetan. Astelehen goiz honetan irrati gehienek zabaltzen zuten berria lekukotasunak entzunaraziz: «*autoak ebasten dituzte*», «*leku guziak fundikatzen dituzte*», «*gure ondareak desbalorekatuko dituzte*»... «*dituzte*» hitz horren giblean delako «*bidaiako*» jendeak... Hitz horiek entzutean jenatua bezala gelditzen ahal gira... Arrazakeriaren usaina? Auto ebasleak, oilo eta arroltze ebasleak... hara nor diren «*bidaiako*» jende horiek! Etorri aitzin akusatuak. Betiko beldurrak. Betiko erranak. Kasik erran zaharrak. Beti buruetan, beti azkar 2009-ko urtean... Beste ahots batzuek aitzinarazten dituzte segurtasun neurriak... Pentze horretara heltzeko bidea ez aski zabala, bazterrak ez aski azkarrak. Baita ere tren bide pasaia, naski arriskutsua «*bidaiako*» haurrentzat. Osasunari lotu arazoak: komunen eskasa, ur zikinen tratamendua... Naski baietz. Erran horietan badira naski gauza egiak, zaindu behar diren gauza franko. Baina ere, batzuen ahoetan estakuru hutsak direnak... Elkarte bat sortua izan da aparka gune horren ezeztatzeko. Delako «*Journal Officiel*»-ean el-

kartea onartua izan da urte honetako otsail hastapenean, helburu batekin: «*Arrangoitzeko biztanleen bizi kalitatea zaintzeko eta hobetzeko*»... Zer ulertu behar da? Zenbait hilabetez karabana batzuk kokatzen badira leku horretan Arrangoitzarren bizi kalitatea ttipituko dela? Arrazakeriaren usaina? Iduri du beste eztabaida baten errepikapena dela. Duela zenbait hilabete hitz beretan ibili "ginen"... Bil ta Garbi sindikatuak nahi ukan zituelarik hondakinen tratamendu lekuak definitu... Biziaren kalitatea aipatua izan zen jadanik. Baina gaur gizatiarrez mintzo gira. «*Bidaiako jendeak*» aipatzean «*jende*» hitza ibiltzen da. Afera ez da gaurkoa. Azken lau edo bost urte hauetan, uda guzietz, aparka leku eskasak sortzen ditu buruhauste franko... Urte hastapenean atera zen berria: iazko gertakariak (karabana metatzeak BABko karriketetan) ezingo dute gertatu berriro... eta Angelu lurretan den Larue de Bas auzoa aipatua izan zen. Ikusiz zer nolako kalapita sortzen zuen erabakiak, BABko herri elkargoko hautetsiek urte batez berandua nahi ukan zuten proiektua... deus, edo gauza gutti proposatuz legearen kokapenean sartzeko. Rey Prefetak gutun baten bidez oroitarazi du Besson deitu legea 2000 garren urtean bozkatua izan zela eta ezin zela urte bat gehiago goaitatu... Horrek berak erakusten du gaiaren minberatua. Lege bat beharrezkoa izan da bizi mota horren haueta egin duten jendeen errezibitzeko herrietan.

La dynamique européenne

... que Silvio Berlusconi, déjà mis à l'index par sa femme Veronica qui demande le divorce parce que le *Cavaliere* cavale, ait participé pour la première fois, le 25 avril, aux commémorations de la Libération de l'Italie en 1944. Jusqu'ici, il boudait ce qu'il considérait comme une récupération communiste. Ce drôle de coco n'est que pour la libération sexuelle!

... qu'une fois encore, usant d'une juridiction universelle qu'il s'est attribué, le juge espagnol Baltasar Garzón ait ouvert le 29 avril une enquête criminelle sur les présumées tortures dans la prison américaine de Guantanamo. Pour l'inculpation du dictateur Pinochet il avait quelque mérite, mais là il enfonce les portes déjà ouvertes par Obama. Que dirait ce gentil garçon si un procureur du Nevada lui parlait des tortures dans les commissariats espagnols?

... pas tant que ça du mauvais score obtenu par Sarkozy dans les sondages, après deux ans de présidence: 65% des Français se disent déçus, 63% jugent son bilan négatif. Pour se refaire une santé, sur la base de deux nouvelles promesses par jour, il en a plus de 2.000 à faire pour les trois ans de mandat qui lui reste.

... que parmi les plus gros bénéficiaires français de la politique agricole commune (PAC), l'on trouve non des agriculteurs, mais des industriels: le volailler Doux, le sucrier St Louis, le cognac LVMH, l'agroalimentaire Lactalis et trois associations caritatives. En Angleterre, c'est la première fortune du pays, sa très gracieuse majesté qui arrive en tête. On l'a échappé belle, Madoff ne touche rien!

... que la réforme du règlement de l'Assemblée nationale prévoit de sanctionner financièrement tout député absent sans justification. Trois absences consécutives non justifiées en commission et l'indemnité serait réduite de moitié. Il n'est pas précisé si les mots d'excuses seront signés par papa et maman.

... et réjoui que la cour administrative d'appel de Bordeaux ait débouté l'administration des impôts dans son action intentée contre Euskal Herriko Laborantza Ganbara. Le ministère des Finances contestait la déduction fiscale des dons faits à EHLG. On peut désormais taxer Laborantza Ganbara de tous les dons!

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr

ALORS que nous sommes à quelques semaines du scrutin européen, il peut être intéressant de discuter du cadre institutionnel dont on parle, l'Europe, dans lequel s'insèrent les propositions de chaque liste. Car si ces dernières s'opposent, le cadre lui-même n'est pas véritablement remis en cause, restant celui d'une communauté d'Etats-nations admise presque comme un présupposé.



Une Europe des hommes et des femmes, aux yeux de l'Histoire

Or bien dérisoire est l'ancrage historique du modèle institutionnel actuel, avant que de la CECA n'émerge peu à peu l'Europe politique telle qu'on la connaît aujourd'hui. Désolé de revenir ainsi aussi loin en arrière, mais quel décalage entre l'image rigide de la Communauté européenne de ce début du XXI^e siècle et le continent sauvage des derniers siècles avant notre ère! Peut-être est-il amusant —à défaut d'être véritablement significatif pour notre propos— de rappeler que le plus ancien peuplement connu de l'Europe relie les plus vieux Européens aux Basques actuels, tant par la biologie que par la linguistique. Cela n'apporte rien au débat politique actuel, mais cela constitue un bien ironique rappel à l'heure où ce peuple premier du continent est singulièrement ostracisé des institutions européennes contemporaines... Mais surtout, quel paradoxe de constater que l'histoire de l'Europe est d'abord celle de permanences profondes et essentiellement communes à tous ses habitants, alors qu'aujourd'hui se négocie une architecture faite de bornes, de principes de subsidiarité ou de citoyennetés fondées sur le droit du sol ou sur celui du sang! Jusqu'au milieu du Moyen-âge au

Peio Etcheverry-Ainchart

moins, l'Europe n'est qu'un vaste espace sylvestre, aussi dense et touffu qu'un crâne de Jackson five, dans lequel les communautés humaines se croisent tellement peu qu'il n'existe guère de conscience identitaire autre que villageoise. Certes, les contacts sont constants le long des réseaux commerciaux, pastoraux, ou militaires. Le Pays Basque est à cet égard un lieu de passage et de brassage culturel intense, de sorte qu'il n'a jamais été un espace replié sur lui-même. Mais quel que soit le modèle d'organisation institutionnel dominant —qu'il soit temporel avec la création des royaumes ou spirituel avec celui de l'Eglise— rien ne change vraiment pour la grande majorité des Européens. Qu'il soit des rives du Danube, de la plaine du Pô ou de la vallée de la Nive, que son souverain soit un Plantagenêt ou un Capétien, le paysan européen n'en reste pas moins courbé toute la journée sur le soc de sa charrue, avec pour seul horizon celui de la survie de sa famille. Connaît-il seulement le nom de son souverain? Lui, comme tous les autres sujets des royaumes, parle de toute façon une langue souvent différente d'une vallée à l'autre. Les défrichements et le développement des villes n'y changent rien, il n'existe aucune identité nationale; mais la communauté de souffrance face à la famine, aux calamités naturelles, aux épidémies ou aux guerres, est bel et bien européenne, même universelle.

Les bouleversements d'époque contemporaine

L'on peut apprendre par cœur les successions de règnes et les batailles médiévales et modernes, il n'en reste pas moins que cette histoire-là ne concerne qu'une infime minorité de puissants, même lorsque l'on se hasarde à parler de première Europe avec l'empire de Charlemagne, ou de civilisation de l'Occident chrétien avec le triomphe du christianisme. L'on pourrait considérer que tout cela change au XIX^e siècle avec l'âge industriel. Il est vrai que les progrès techniques facilitent les échanges de tout type, et par là même l'accélération d'une identification à la civilisation européenne moderne, triomphante avec la colonisation et les expositions universelles. Mais là encore, comment ne pas constater dans l'apparition du socialisme que la substitution progressive d'une Europe urbaine à l'ancienne Europe rurale s'accom-

pagne de celle, significative, d'une internationale ouvrière à une certaine internationale paysanne qui n'aura jamais pu se structurer? Le XIX^e siècle est le siècle des nations et des nationalismes aboutissant aux Etats-nations, comme les siècles précédents furent ceux de la féodalité aboutissant aux Etats royaux; mais l'affirmation d'une communauté de classe dépassant les clivages nationaux montre bien la force des permanences sociales, celles de travailleurs —paysans puis surtout ouvriers— de plus en plus conscients de leur condition. Là réside d'abord la première communauté européenne, celle de l'écrasante majorité des gens du peuple. C'est avec le début du XX^e siècle et avec surtout la première guerre mondiale que les logiques nationales triomphent sur tout autre considération: lorsque les socialistes de chaque pays choisissent l'union sacrée nationale dans la guerre plutôt que la solidarité de classe, l'Europe a vraiment cessé d'être d'abord celle des paysans ou des ouvriers, pour devenir celle des nations. C'est sur cette base que s'est créée la communauté qui cherche aujourd'hui ses institutions, et pour laquelle on votera en juin prochain. Comme on traiterait un cancer à l'aspirine, elle cherche à se prémunir de futurs conflits nationaux mais ne remet pas en cause sa véritable nature.

Pour une Europe du/des peuple(s)

Ce parcours historique n'aurait pas d'utilité s'il ne montrait à quel point la perception de l'Europe actuelle est conditionnée par le temps court. Nous sommes habitués à cette logique d'Etats-nations désormais unis dans une communauté, mais cette logique n'a pas plus d'un siècle alors que l'Europe, elle, est multiséculaire! Nous n'aboutirons jamais à une Europe juste au plan social et politique si nous n'en remettons pas en cause ces fondements récents, et si nous ne dépassons pas le schéma archaïque des Etats-nations. Se braquer sur son pré-carré national, qu'il soit français, basque ou quoi que ce soit d'autre, c'est alimenter cette logique négative. La liste Europe-Écologie est une liste européenne et non nationale, qui plaide pour l'affirmation des peuples et l'application de logiques sociales, politiques et économiques rééquilibrant les échelons internationaux et locaux. Personnellement, c'est là que je vois le bon chemin, celui de la dynamique historique de l'Europe.

Un eurodéputé corse possible, F

Transcendant les Etats-nations, l'Union européenne offre à nos peuples niés une Assemblée commune élue au suffrage universel où nos voix peuvent se faire entendre et nos aspirations prendre forme. Les élections européennes du 7 juin ne seront pas seulement un temps du débat public en Ipparalde. Elles désigneront aussi, dans toute l'Union, des eurodéputés porteurs de nos revendications. Les listes Europe Ecologie, dans les huit circonscriptions de l'Etat français, s'inscrivent dans cette mission politique. Dans la région Sud-Est et ses treize élus, François Alfonsi, porte-parole du Parti de la nation corse, est en seconde position éligible. L'élection possible de cet abertzale corse donne tout son sens à notre propre engagement dans la liste conduite, ici, par José Bové. François Alfonsi nous dit pourquoi?

ENBATA: *Votre alliance, dans le cadre de «Régions et Peuples Solidaires», avec Europe Ecologie vous situe à une deuxième place éligible de la liste dans la région*

Sud-Est. Quelle est la signification de cette candidature corse?

François Alfonsi: C'est avant tout une candidature Régions et Peuples Solidaires, et c'est à ce niveau qu'elle s'est négociée, après plusieurs années de partenariat politique avec les Verts, et avec l'appui de l'Alliance libre européenne au Parlement européen, dans la mesure où, depuis 10 ans, Daniel Cohn-Bendit co-préside le groupe Verts-ALE. Mon investiture est intervenue à Corti, lors du Congrès annuel de RPS, et elle procède d'une analyse du scrutin —le Sud-Est, avec 13 députés élus, est la circonscription où un second député est le plus accessible—, et de mon investissement personnel dans l'animation politique de la Fédération depuis sa création il y a quinze ans. Les bons résultats du Parti de la nation corse (PNC) en Corse ont également contribué au succès

réussi à franchir un palier dans son action en imposant ses thèmes, et en manifestant un bon dynamisme sur tous les territoires. A travers Europe Ecologie nous avons d'ores et déjà obtenu une reconnaissance politique. Avec un parlementaire européen, nous n'en serons que plus efficaces. Déjà, par le fait même qu'un nationaliste corse soit élu député européen, c'est un message direct aux autres parlementaires, et à l'ensemble des autorités européennes: il existe bel et bien des nations sans Etat dans l'hexagone dont le poids politique n'est pas marginal contrairement à ce que prétendent les autorités françaises.

L'autre conséquence est que nous intégrons, à travers l'ALE, un combat très large, celui des nations sans Etat en lutte pour obtenir leurs droits nationaux. Ce combat doit être mené collectivement pour espérer bousculer l'ordre établi des Etats. Dans toute l'Europe, on ressent bien que la France est, de tous les Etats européens, le plus idéologiquement centraliste, et le plus fermé à toute évolution vers un «*élargissement intérieur*», en direction des nations comme Euskadi, la Cata-



François Alfonsi et Michèle P.



Daniel Cohn-Bendit et José Bové

de la négociation. Mais sans une démarche collective, solidaire et dynamique sur tous les territoires, cette candidature n'aurait pu déboucher sur une place éligible au Parlement européen.

Enb.: *Plus largement, les peuples sans Etat de l'hexagone, breton, occitan, catalan, basque..., se retrouvant dans Europe Ecologie. Est-ce la meilleure façon de porter nos revendications au cœur de l'Europe?*

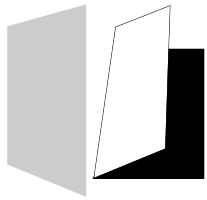
F. A.: Nous aurons une première réponse au soir du 7 Juin! Et même si je ne suis pas élu, je pense que RPS a

logne, l'Ecosse, etc., tel que le prône l'ALE dans son manifeste adopté en vue de ces élections européennes. En accédant au Parlement européen, nous nous inscrivons nous aussi dans ce mouvement général.

Enb.: *Editorialiste de l'hebdomadaire corse Arritti, porte-parole du Parti de la Nation Corse, maire d'Osani et l'un des principaux animateur de «RPS», fort de ces engagements et de ces expériences pensez-vous que l'Europe puisse dépasser l'enfermement de nos peuples dans les Etats-nations?*

F. A.: L'Europe aboutira nécessairement au dépassement des Etats. C'est inscrit dans ses gènes, et à l'heure actuelle, plus aucune politique fondamentale n'est opérationnelle au seul niveau des Etats. On le sait depuis longtemps pour ce qui concerne les grands combats environnementaux, car les grandes pollutions ignorent les frontières. On le découvre aujourd'hui avec la crise économique, et si l'euro n'avait pas solidarisé les économies du continent européen, plusieurs d'entre elles se seraient effondrées sous l'effet du séisme que représente la crise actuelle. Et puis réfléchissons en prenant un peu de recul: est-il raisonnable de mettre un signe «*égal*» entre l'Allemagne et le Luxembourg au prétexte qu'ils sont l'un comme l'autre des Etats fondateurs? En lançant la construction européenne, les Etats ont lancé une mécanique qui ne peut que les dépasser un jour, ce qui ouvrira des espaces politiques nouveaux pour nos peuples.

Pour ce qui est de notre situation spécifique en France, le «*formatage jacobin*» de l'opinion est extravagant, qui postule par exemple pour être égaux, il faut être pareils. Mais l'Europe démontre chaque jour le contraire: un Portugais et un Allemand sont deux citoyens européens égaux, en droits comme en devoirs, mais ils sont manifestement différents. Il y a en fait à Paris un «*mur jacobin*» comme il y avait le «*mur de Berlin*». L'Europe chaque jour en sape les fondements,



Hervé Kempf, journaliste au Monde, spécialiste réputé de l'environnement

"Bien vivre selon d'autres critères que ceux du capitalisme"

Pour aller vers une société où l'écologie et la justice sociale seront les valeurs cardinales, il faut se libérer de cette philosophie individualiste et mercantile, c'est-à-dire du capitalisme.



"Le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la pollution généralisée caractérisent la crise écologique. Celle-ci découle de la surconsommation matérielle et énergétique de la société planétaire."

Le journaliste du Monde, Hervé Kempf, auteur du livre *"Pour sauver la planète, sortez du capitalisme"* est invité par la Fondation MRA, à l'Amphi du Château Neuf à Bayonne pour y donner une conférence le jeudi 14 mai 2009 à 20h30. Hervé Kempf répond ici aux questions d'Alda! sur son dernier livre.

Alda! - Dans votre précédent livre *"Comment les riches détruisent la planète"* vous écrivez qu'*"une classe dirigeante prédatrice et cupide, méusant du pouvoir prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle qui conduit à accroître toujours plus la richesse"*. Comment cette attitude nous a-t-elle amené à la crise financière, économique et sociale actuelle ?

Hervé Kempf - L'oligarchie a conduit depuis trente ans une politique d'élargissement continu des inégalités, si bien que

le partage de la richesse collective s'est fait toujours plus à son avantage. Le moyen essentiel permettant d'accroître l'inégalité, c'est-à-dire de s'approprier une part croissante de la richesse produite, a été la libération des marchés des capitaux, l'envol d'une spéculation effrénée, et un endettement démesuré. Comme il était prévisible, cette bulle financière a fini par éclater, plongeant l'économie mondiale, qui tirait son apparente prospérité de cet endettement sans contrepartie, dans la récession.



"Kontsumo handiegia aintzindari den klasearen jokamoldearen ondorioa da, zeren klase horrek definitzen du xahutze arro baten eredu kulturala, jendartea aberastasun material muga gabe baten atzetik pusatuz!"

A - Quels sont les dérèglements écologiques graves et déjà perceptibles qui découlent directement du comportement de cette classe dirigeante ?

HK - Le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la pollution généralisée caractérisent la crise écologique. Celle-ci découle de la surconsommation matérielle et énergétique de la société planétaire. Cette surconsommation provient du comportement de la classe dirigeante dans la mesure où celle-ci définit un modèle culturel de gaspillage ostentatoire qui a imprégné l'ensemble de la société, poussant celle-ci dans une recherche illimitée de la richesse matérielle afin d'imiter, à la mesure de chacun, ce modèle.

A - Certains mentionnent qu'il faut juste corriger les excès du néolibéralisme (voulant un Etat minimum) en faisant intervenir les pouvoirs publics. Vous recommandez carrément la sortie du capitalisme. Comment définissez-vous le capitalisme ?



Hervé Kempf

HK - Le capitalisme est un état social dans lequel les individus sont censés n'être motivés que par la recherche du profit

et consentent à laisser régler par le mécanisme du marché toutes les activités qui les met en relation.

A - Ce régime économique et social où un petit nombre possède le capital est-il intrinsèquement funeste à l'avenir de la planète et de la société ?

HK - Il l'est devenu dans la mesure où il est parvenu à un état de suprématie sur les autres cultures tel qu'il manifeste ses plus extrêmes conséquences, sans contre-poids limitant avec assez de force ses tendances mortifères. Concrètement, le capitalisme dans les trente dernières années a exacerbé l'individualisme qui le caractérise et la marchandisation des relations humaines et des biens communs, en affaiblissant systématiquement les mécanismes de solidarité et la psychologie collective de la solidarité. Pour aller vers une société où l'écologie et la justice sociale seront les valeurs cardinales, il faut se libérer de cette philosophie individualiste et mercantile, c'est-à-dire du capitalisme.

A - Comment chemine-t-on vers un régime économique et social qui permettra à la coopération de l'emporter sur la compétition, au bien commun de prévaloir sur le profit ?

HK - Par le changement du système de valeurs, par les expérimentations concrètes montrant qu'il est possible de vivre bien selon d'autres critères que ceux du capitalisme, mais aussi par la lutte politique, qui doit reconquérir sa noblesse : l'oligarchie n'abandonnera pas ses privilèges spontanément.



"Ekologia eta justizia soziala balore nagusi izanen dituen jendarte bati buruz joaiteko filosofia indibidualista eta merkantilistik, hots kapitalismotik, libratu behar da."

A - Y a-t-il une alternative concrète qui permet de voir l'avenir avec un certain optimisme ?

HK - Il y a en des milliers : partout où des mouvements coopératifs, ouvriers, paysans, sociaux, citoyens montrent aussi bien dans la vie économique que dans la lutte civique qu'un autre monde est possible. Notre problème est de réussir à faire de cette myriade "d'alternatives" un réseau constituant la masse critique de la société.

Cela suppose essentiellement la capacité à surmonter les divergences et différences pour trouver un langage commun, une vision commune, à surmonter aussi la psychologie individualiste qui nous imprègne et nous a fait perdre le sens du combat commun.

A - Comment réduire la consommation matérielle globale et la production globale de déchets tout en assurant un meilleur niveau de vie aux plus pauvres ?

HK - Le préalable est que la baisse globale de la consommation matérielle s'opèrera par une répartition plus égale des richesses, impliquant un transfert d'une partie des richesses vers les plus pauvres. Mais de surcroît, la baisse de la consommation matérielle globale leur assurera un meilleur niveau de vie. D'abord en limitant voire en enrayant la crise écologique dont ils sont toujours les premières victimes. Ensuite en transformant les modèles culturels et en tirant l'énergie collective non pas vers la consommation somptuaire, mais vers les activités correspondant aux besoins humains réels : santé, éducation, culture, et d'autres politiques agricole, énergétique et de transport. Enfin en limitant la frustration et le mal-être qui découle, et de l'impossibilité de rejoindre le niveau de vie des plus riches, et de l'individualisme qui dénoue et desserre les liens sociaux, appauvrissant la personne humaine.



Judi 14 mai à 20h30 : conférence avec Hervé Kempf à l'Amphi du Château Neuf, à l'IUT de Bayonne.



"Cette surconsommation provient du comportement de la classe dirigeante dans la mesure où celle-ci définit un modèle culturel de gaspillage ostentatoire qui a imprégné l'ensemble de la société, poussant celle-ci dans une recherche illimitée de la richesse matérielle afin d'imiter, à la mesure de chacun, ce modèle.."

Hautuak (Doinua : Laborari) Kalakari

Gaur Eskual Herrian geroa da jokatzeko jokatzeko eta eta nekez ihardokitzeko ihardokitzeko bidea da hautatzen hil ala biziko hautuak egiten

Hautu egin eta han gira errabian borroka gorrian irabazi nahian etsaiaren orde anaiaren kaltetan elgarrekin mokoka eta beti disputan la, la, la...

Zenbaiten ustetan hobe bakar-bakarrik Eskualdunen baitan bada aski sugarrik borroka horretan badaukagu armarik denen garaitzeko badugu indarrak

Gaztela ta Frantzia dituzte garaituko beren indarrak oro dituzte suntsituko amore emanen dute eta negoziatuko izar gorriak dauku bai gaua argituko la, la, la...

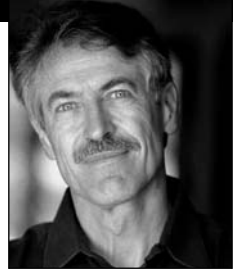
Beste zenbaitek aldiz jendea elkartzeko aliantzak egiten indarren metatzeko metatu ondoan elkarren laguntzeko elkartasunaren fruituen biltzeko

Egun batez agian gaituzte lagunduko Europaren erdian mezua hedatuko Frantzia ta Gaztela dituzte gaudituko eskualdunen ahotsa han entzunaraziko la, la, la...



ALAIN LIPIETZ

Face à la crise : l'urgence écologiste



Extrait d'une conférence tenue par Alain Lipietz le 2 avril 2009 lors du Colloque Alimentation Soutenable.

Le livre "Face à la crise : l'urgence écologiste" sera en vente lors de la **conférence** que donnera **Alain Lipietz le vendredi 15 mai à 20h30 dans les locaux de Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos**

"Je travaille sur un livre d'entretien sur la crise que nous sommes en train de vivre, "Face à la crise : l'urgence écologiste". Ce qui me frappe, c'est la déconnexion entre le réel le plus matériel, c'est à dire "qu'est-ce qu'on mange ?", et la façon dont se manifeste la crise.

Crise mondiale, d'abord alimentaire

On est parti d'une situation, en 2007, et même dans la première moitié de l'année 2008, où tout le monde disait "On est en crise, une crise mondiale, et d'abord alimentaire". Quand cette crise a finalement touché la finance, par des mécanismes évidents (la faillite des petits salariés américains qui, face à la hausse du prix des aliments et de l'essence, n'ont pas pu rembourser leur maison, ce qui a mis en faillite les banques qui leur avaient prêté, puis les compagnies d'assurance qui assuraient les banques...), on a complètement oublié, dans la presse et les conférences internationales, qu'on était dans une crise alimentaire mondiale. Le modèle de développement en crise est arrivé à un niveau d'abstraction extraordinaire, où cet acte le plus élémentaire de la vie humaine et animale, celui de se nourrir, a été transformé en espèce de machin industriel qui ne se différencie pratiquement plus du financier, au prix d'un gaspillage incroyable d'espace (l'empreinte écologique) et au prix d'un gaspillage incroyable des produits eux-mêmes, aboutissant aux situations effroyables qu'on a évoquées ce soir, aussi bien dans le tiers monde que chez les glaneuses des poubelles parisiennes.

Modèle à la fois libéral et productiviste

Ce monde-là est en train de s'écrouler. Quelle est la réponse ? Il est certain, puisque c'est un modèle à la fois libéral et productiviste, qu'il faudra plus d'intervention de la puissance publique, plus de régulation, etc. Mais cette intervention publique ne doit certainement pas continuer à financer à coup d'argent public ce modèle industriel qui nous a conduit dans la crise. Une transformation du modèle de production des aliments doit être son premier objectif. (...)

Dernier point, renouer avec la régulation des marchés. Nous avons lancé une campagne "Stop Barroso". Tout le monde en revient à l'interventionnisme, mais en réalité, c'est la Commission la plus libérale de son histoire qui reste aux commandes au moment où l'Europe dit "il faudrait réguler, etc.". La Commission à l'agriculture, Mariann Fisher-Boel, propose de supprimer les quotas laitiers, pour permettre aux gros producteurs de lait européens, évidemment subventionnés, de poursuivre leur business, en ruinant les petits producteurs ici et là-bas.

La PAC doit être réglementée et régulée, pour satisfaire aux besoins des Européens, et pour que les pays du tiers monde puissent eux aussi satisfaire aux besoins de leurs citoyens, au sens soutenable du terme, en commençant par les plus démunis. Jean Ziegler, à propos des agrocultures, a dit "crime contre l'Humanité". Le modèle agricole "maïs-soja - viande" est criminel lui aussi, et nous devons renverser ce modèle mortifère. La planète peut nourrir tous ses habitants. La souveraineté alimentaire et la conversion écologiste vers une alimentation saine, tel est l'enjeu caché des batailles européennes à venir."



Vendredi 15 mai à 20h30 : conférence avec **Alain Lipietz** dans les locaux de **Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos**.

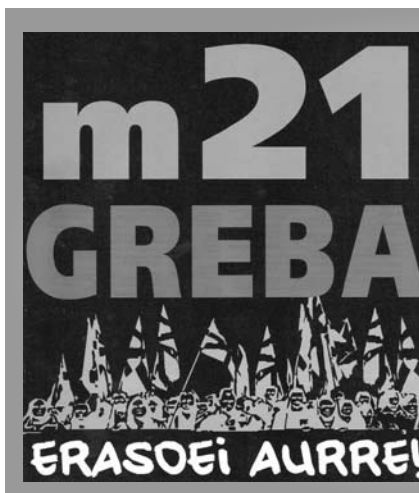
ERRESPETA GAITZATEN

AURRE EGINO DIEGU!

Iparraldeko Manu Robles-Arangiz Fundazioak antolatuko du maiatzaren 21ean, Hego Euskal Herrian iraganen den Greba Egunean parte hartze bat (Tolosaldera joanez goizean goizik).

Egun horri buruz xehetasun gehiago lortuko dituzue datoren asteko Iritzi saioan (Tolosaldeko bi militanteren eskutik) eta izena emaitako jadanik harremanetan sartzen ahal zirezte:

ipar@mrafundazioa.org edo 06 14 99 58 79 zembakira deituz



Panneaux publicitaires illégaux

Comment les identifier et comment procéder pour dénoncer l'infraction

Définition : constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble (c'est à dire sur la construction ou sur le terrain qui fait partie de l'entreprise) et relative à une activité qui s'y exerce (Code de l'environnement art L 581-3, ancienne loi n°79-1150 du 19/12/1979, art 3).

Attention ! Des adaptations de la réglementation française étant possibles, il convient de se renseigner pour savoir si la commune de dispose pas d'un règlement spécifique, document public consultable en mairie.

Cas d'infraction :

✓ Enseigne scellée au sol qui, ayant moins de 1 m de large, dépasse 8,50 m de haut (Décret n° 82-211 du 24/02/1982, art 6).

✓ Enseigne scellée au sol qui, ayant plus de 1 m de large, dépasse 6,50 m de haut (Décret n° 82-211 du 24/02/1982, art 6)

✓ Enseigne scellée au sol d'une surface de plus de 6 m2 et située hors agglomération (1- c'est à dire entre un panneau de signalisation routière, barré de rouge, indiquant la sortie d'une ville et un panneau de signalisation routière indiquant l'entrée d'une ville 2- sauf si autorisée par un règlement local de publicité dans une zone regroupant des constructions situées à l'extérieur de l'agglomération elle-même : à vérifier en mairie) (Décret n° 82-211 du 24/02/1982, art 6)

✓ Enseigne scellée au sol d'une surface de plus de 6 m2 et située dans une agglomération de moins de 10 000 habitants (sauf dans une agglomération de moins de 10 000 habitants appartenant à un "ensemble multicommunal de plus de 100 000 habitants" au regard de l'INSEE: cas relativement rare, à vérifier en préfecture) (Décret n° 82-211 du 24/02/1982, art 6)

Lettre type pour enlèvement ou mise en conformité d'une enseigne (d'enseignes) en infrac-

tion. Articles L 581-1 à L 581-45 du Code de l'environnement (ancienne loi n° 79-1150 du 29/12/1979) et leurs décrets d'application.

Madame/ Monsieur le Maire, Je vous signale la présence sur le territoire de votre commune d'une enseigne (d'enseignes) en infraction. Vous trouverez ci-joint une (des) photographie(s) mettant en évidence la nature de(s) (l')infraction(s). Je vous rappelle que chaque maire est tenu, dans sa commune, de faire respecter la réglementation en matière d'affichage et d'enseignes publicitaires. Aussi, je vous demande de bien vouloir engager les procédures appropriées dans les meilleurs délais et de me tenir informé(e) du résultat de vos démarches. Dans cette attente, Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée. Pièce jointe : "fiche(s) de relevé d'enseigne illégale"



L'Agenda de la Fondation

✓ Du 1^{er} au 15 Mai au bar Sankara à Bayonne, exposition sur le temps de travail :



✓ 4 ateliers participatifs sur le travail et le capitalisme :

⇒ 3 animés par Caroline Bertron et Pascal Mulet "Skual", étudiant(e)s en anthropologie, sociologie et économie :

Et si les arguments actuels sur la réduction du temps de travail n'étaient pas naturels, n'allaient pas de soi ? Et si le travail capitaliste nous avait imposé une certaine vision de la société et même du temps ?

Le jeudi 7 mai à 20h30 au Gaztetzxe Bota de Saint-Just-Ibarre

Le vendredi 8 mai à 10h00 à la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne

Le vendredi 8 mai à 17h00 à la Fondation MRA, atelier co-organisé avec la Coordination Etudiante et Lycéenne

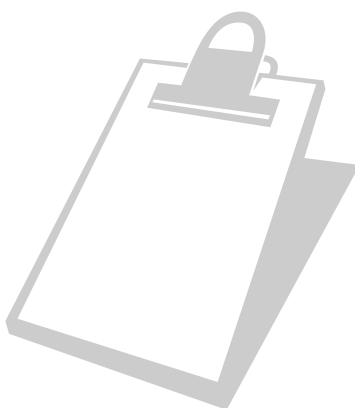
⇒ 1 animé par Txetx Etcheverry, responsable de formation à la Fondation MRA :

Autour du livre "Travailler deux heures par jour" du collectif Adret : décortiquer la question du temps de travail pour mieux comprendre comment fonctionne et où nous mène le capitalisme.

Le vendredi 8 mai à 14h30 à la Fondation Manu Robles-Arangiz.

✓ Jeudi 14 mai à 20h30, conférence avec Hervé Kempf, journaliste au Monde, à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne

Vendredi 15 mai à 20h30, conférence avec Alain Lipietz, dans les locaux d'EHLG à Ainhice-Mongelos !



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Quinzaine alternative

Travailler moins et gagner autrement !

Pourquoi le "Travailler plus pour gagner plus" est une aberration économique, écologique et humaine. Décortiquer la question du temps de travail pour mieux comprendre comment fonctionne et où nous mène le capitalisme. Eléments pour une alternative concrète au capitalisme.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

François Alfonsi



le Rivasi en visite sur le précieux littoral corse (Photo de Dominique Errante)

et en unissant nos combats pour les porter ensemble sur le niveau européen, nous accélérerons sa chute.

Enb.: *Qui est Michèle Rivasi votre tête de liste et comment êtes-vous parvenu à construire votre alliance?*

F. A.: Europe Ecologie est un rassemblement dont RPS est une des composantes. Dans ce rassemblement se

retrouvent tous les courants de l'écologie politique, au-delà du parti politique des Verts: courant altermondialiste avec José Bové qui conduit la liste dans le Sud-Ouest, la lutte contre les paradis fiscaux avec Eva Joly, et le mouvement écologiste associatif dans ses différentes formes, qu'il soit issu de Greenpeace, de la fondation Hulot ou de France Nature Environnement qui fédère une multitude d'associations de terrain. J'inclus le mouvement «régionaliste» dans ce concept de l'écologie politique qui, selon moi, peut bouleverser la donne politique au plan européen, car il représente la véritable opposition à l'Europe des lobbies et du tout libéral.

Chaque composante a pris sa place dans la constitution des listes. Michèle Rivasi est une militante des Verts qui a été désignée par son mouvement pour conduire la démarche dans le Sud-Est. C'est une scientifique reconnue qui a créé la Criirad, l'organisme qui a mis en évidence le mensonge d'Etat dans l'affaire de Tchernobyl. C'est une battante, formidable d'énergie et d'engagement. C'est un plaisir de faire campagne à ses côtés.



Michèle Rivasi, tête de liste Europe Ecologie-Sud-Est

L'Europe d'hier de M. Lamassoure

par José Bové

«**S**OYONS lucides: l'Europe n'a souvent rien su faire contre une globalisation chaotique qu'elle a même souvent accélérée, et les peuples se désintéressent de ses institutions lointaines et anonymes. A la lecture de votre tribune libre «L'Europe, c'est maintenant» (Le JPB du 30 avril), cela n'a malheureusement rien d'étonnant. Vous ne faites en effet pas honneur à vos talents avec ce recueil de platitudes désincarnées que vous présentez comme votre «contribution de député sortant».

La crise économique plonge des dizaines de milliers de familles dans la détresse. En Aquitaine, votre propre région, le nombre d'inscrits au Pôle emploi a augmenté de presque 8% durant le dernier trimestre. Durant la même période, le taux de chômage a augmenté de 22% chez vos proches voisins de la Communauté autonome basque. Croyez-vous que ces victimes d'une mondialisation libérale soutenue par votre mouance politique seront enthousiasmées par «l'audace» (sic) de votre «symbole fort» (re-sic) consistant à «assurer la représentation de la zone euro par une délégation unique, mandatée pour voter ou pour s'exprimer au nom de tous ses membres»?

Pour Europe Ecologie, ce système économique est à bout de souffle. Après

d'inquiétude. Prenant l'exemple du train, vous dites que «la vraie défense du service public des chemins de fer n'est pas celle du monopole de RFF, c'est la proposition d'un Réseau Ferré d'Europe». Ne pensez-vous pas que cette proposition est au mieux un vœu pieux et au pire un leurre si vous ne l'accompagnez pas de mesures immédiates et concrètes? Alors que les petites lignes intérieures «non rentables» sont abandonnées, de nombreux projets pharaoniques à l'intérêt social limité et écologiquement délirants se multiplient —LGV et 2x2 voies par exemple, pour ne parler que de ce qui se passe à votre porte. C'est parce que la dérégulation actuelle est en train d'avoir raison de tous les services publics qu'Europe-Ecologie propose un moratoire sur toute nouvelle libéralisation.

De manière générale, Monsieur Lamassoure, je m'étonne que vous ne preniez pas la mesure des crises économique, sociale et écologique que nous vivons. Pour construire «une Europe qui traite enfin les problèmes concrets de ses citoyens» vous mettez en avant deux propositions: «la création d'une carte de citoyen européen», et l'institution d'un «28^{ème} régime pour simplifier la vie quotidienne de tous ceux qui vivent hors de leurs frontières nationales». On me permettra d'estimer qu'il existe des «pro-



des années de moins disant social qui ont miné l'Europe alors que les plus haut salaires s'envolaient de manière obscène, il est temps de renverser la vapeur. L'Europe doit garantir un revenu minimum d'existence et définir un revenu maximum acceptable. Il est de plus indispensable qu'une clause de non régression sociale encourage la convergence vers le haut des normes sociales et environnementales.

Il ne vous a pas échappé, Monsieur Lamassoure, que la disparition des services publics est une autre source

blèmes concrets» plus prioritaires! J'ai évoqué plus haut avec quelle légèreté vous évoquez la crise économique; la crise écologique ne mérite quant à elle même pas que vous la mentionniez! Il en est de même du dossier de l'agriculture, mais sur ce dernier point, je pense que la raison de votre discrétion n'est pas à chercher à Strasbourg. Pour je ne sais quelle raison, vous avez refusé de soutenir Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG) dans le procès que lui

(Suite dernière page)



Les 450 premiers soutiens à Europe Ecologie (2^{ème} partie)

(Suite de la liste paru dans le précédent numéro d'Enbata)

Hiriart Sylvie (D. Lohizune); Josie Jeannine (D. Lohizune); Josie Simone (D. Lohizune); Lacarre Claire (D. Lohizune); Landes Guy (D. Lohizune); Landes-Etcheverry Maider (D. Lohizune); Malabat Maider (D. Lohizune); Monaco Véronique (D. Lohizune); Sauvé Christian (D. Lohizune); Sein Xabi (D. Lohizune); Soubelet Xabi (D. Lohizune); Sudupe Jon (D. Lohizune); Darraidou Ande (Ezpeleta); Duhart Marie Christine (Ezpeleta); Esteban Mendi (Ezpeleta); Toffolo Maryse (Ezpeleta); Bouquerot Martine (Itsasu); Cachenaute Maryse (Itsasu); Forsans Fred (Itsasu); Irungaray Battitt (Itsasu); Irungaray Jokin (Itsasu); Ospital Peio (Itsasu); Puchol Fanny (Itsasu); Sallaberry Geneviève (Itsasu); Arruabarrena Claudine (Kanbo); Bidegain Beñat (Kanbo); Elosseguy Christian (Kanbo); Hausseguy Daniel (Kanbo); Alfaro Ellande (Sara); Bergara Kattin (Sara); Doyhenart Mirentxu (Sara); Dutournier Patxi (Sara); Iturria Oihana (Sara); Azcue Henri (Zuraide); Bimboire Joana (Zuraide); Bimboire Pantxo (Zuraide); Iturbide Maylis (Zuraide); Iturria S. (Zuraide); Harlouchet Christian (Ahatasa); Etcheverria Pantxo (Arnegi); Larre Kose (D. Garazi); Etxeleku Margitta (Donazarre); Etchegoyen Juancito (Ezterenzubi); Berhocoirigoin Iñaki (Gamarte); Errecart Marie (Izpurra); Etcheverria Mattin (Jatsu BN); Aurnague Chiquirin Marielle (Uhart-Garazi); Aurnague Marguerite (Uhart-Garazi); Miguelgorry Jeanne (Uhart-Garazi); Urriza Simon (Uhart-Garazi); Ouret Janine (Zaro); Ouret Ttale (Zaro); Betbeder Christophe (Donamartiri); Amestoy Elorri (Hazparne); Elosegi Iker (Hazparne);

Elosegi-Blanc Régine (Hazparne); Lambure Eric (Hazparne); Ducoulombier Nicolas (Izturitze); Arhancet Marianne (Lekorner); Diratchette Iñaki (Lekorner); Harlouchet Dominique (Lekorner); Urruty Janine (Lekorner); Carrere Pantxo (Lekuine); Bergouignan Juliette (Makea); Bergouignan Mizel (Makea); Berterretche Peio (Makea); Berterretche Sauveur (Makea); Bidegaray Céline (Makea); Billaud Gilles (Makea); Blain Chantal (Makea); Blain Jean-Marc (Makea); Bonnet Cédric (Makea); Saint Esteben Arño (Makea); Armendaritz Jean-Louis (Hendaia); Grabieres Ganix (Hendaia); Legardinier Claire (Hendaia); Noblia Patxi (Hendaia); Olaizola Txomin (Hendaia); Oxandabaratx Paxkal (Hendaia); Albizu Danielle (Urruña); Aldaco Filipe (Urruña); Alegria Eburne (Urruña); Etchegaray Bixente (Urruña); Irigoyen Clément (Urruña); Irigoyen Nicole (Urruña); Iturriria Patxi (Urruña); Yriarte Maitea (Urruña); Yriarte Marie-Agnes (Urruña); Azarete Olivier (Ziburu); Colina Amaia (Ziburu); Irigaray Pantxika (Ziburu); Martiarena Andrée (Ziburu); Oronoz Ramuntxo (Ziburu); Aintziart Piarres (Hiriburu); Bachoc Erramun (Milafranga); Berger M. Claude (Milafranga); Berger Mixel (Milafranga); Bidegain Mixel (Milafranga); Bonnet Jon (Mugerre); Coyos Battittu (Mugerre); Daguerressar Luxi (Mugerre); Daguerressar Maider (Mugerre); Daguerressar Robert (Mugerre); Daguerressar Xalbat (Mugerre); Elgoyhen Lydie (Mugerre); Elgoyhen Michel (Mugerre); Gorostiza Euxebio (Mugerre); Haran Julien (Mugerre); Ihidope Maitea (Mugerre); Ihidope Mattin (Mugerre); Ihidope Sylviane (Mugerre); Ihidope Xabi (Mugerre); Lapegue Florent (Mugerre); Lapegue Richard (Mugerre); Lasserre Jean-

Gabriel (Mugerre); Noblia Eliane (Mugerre); Ortuno Dominique (Mugerre); Sorhaitz Julien (Mugerre); Uhalde Paulette (Mugerre); Durruty Dominika (Armendaritze); Padrones Nikolas (Heleta); Queheile Patxi (Heleta); Simon Claudine (Heleta); Mercapide Mizel (Ibarla); Sarraude Battitt (Ibarla); Costera Aña Mari (Irisarri); Minhondo Jean (Irisarri); Jaureguiberry Florence (Jutsi); Jaureguiberry Michel (Jutsi); Jaureguiberry Romain (Jutsi); Curuchet Louisette (Landibarre); Curuchet (Landibarre); Audy Jennifer (Larzabale); Mourgues Evelyne (Fayence); Mourgues Jean-Paul (Fayence); Rampillon Mael (Nimes); Hirigaray Michèle (Ondres); Irigoyen Maddi (Paris); Mourgues Marie Anaïs (Seillans); Orosco Frédéric (Seillans); Mugica Iban (Halsu); Bonnet Jean-Claude (Jatsu Lap.); Bonnet Maddi (Jatsu Lap.); Bastres Pierre (Senpere); Bureau Jean-Michel (Senpere); Berrouet Mari Jo (Senpere); Bessonart Dominique (Senpere); Bessonart Eneko (Senpere); Bessonart J. Noël (Senpere); Duhau Henri (Senpere); Duhau M. Hélène (Senpere); Harisgain Beñat (Senpere); Ithourria Pierre (Senpere); Jaureguy Christophe (Senpere); Lahetjusan Josep (Senpere); Madariaga Ioritz (Senpere); Mendiboure Artzai (Senpere); Mendiboure Ellande (Senpere); Mendiboure Hegoa (Senpere); Mendiboure Jenofa (Senpere); Mendiboure Jenofa (Senpere); Mendiboure Paxkal (Senpere); Mendiboure Xan (Senpere); Olacirreguy Daniel (Senpere); Zamora Sébastien (Senpere); Charriton Ixabel (Uztaritze); Etchecopar (Uztaritze); Etchelecou Mikel (Uztaritze); Garo André (Uztaritze); Guiresse Maite (Uztaritze); Lapeyrade Joseph (Uztaritze); Lapeyrade Marie (Uztaritze); Mailharracin Eric (Uztaritze); Mailhar-

rancin Joana (Uztaritze); Muthular Annie (Uztaritze); Pujol Xantal (Uztaritze); Hullin Sylvie (Ainarbe); Sadot Jasmine (Ainarbe); Lagrange Marie-Christine (Atharratze); Legaux Michel (Atharratze); Etxart Allande (Bildoze); Camus Frantxua (Bildoze-Onizepe); Etchecopar Luxi (Bildoze-Onizepe); Etchebest Beñat (Gotaine); Othondo Marie Hélène (Gotaine); Othondo Marie Pierre (Gotaine); Etxekopar Mixel (Iribarne); Lougarot Nicole (Iribarne); Iriart Alexis (Larraña); Iriart Elisabeth (Larraña); Iriart Xavier (Larraña); Etchebest Johañe (Ligi Atherei); Rodriguez Arnaud (Ligi Atherei); Bonillo France (Maule); Caudine Gaxu (Maule); Claverie Régis (Maule); Dregger Renate (Maule); Guiresse Battitta (Maule); Hastaran Fantxo (Maule); Iriart Gilen (Maule); Lechemia Laurent (Maule); Lougarot Maitea (Maule); Ayerdi-Caudine Gilda (Mithikile); Caudine Laurent (Mithikile); Poineau Francis (Mithikile); Etchecopar Danielle (Restoue); Casamajou Jean-Bernard (Sohüta); Elkegaray Casamajou Maider (Sohüta); Errezarret Allande (Sohüta); Estecahandy Pierrot (Sohüta); Heguiphil Beñat (Sohüta); Patalagoiti Pierre (Sohüta); Berges Jean-Claude (Urđiñarbe); Boyer Etienne (Urđiñarbe); Boyer Fabienne (Urđiñarbe); Etcheberry J. Jacques (Urđiñarbe); Garay Joseba (Urđiñarbe); Larregaray Maddi (Urđiñarbe); Negueloua Beñat (Urđiñarbe); Salle Geneviève (Urđiñarbe); Davant Jean-Louis (Urruxtoi-Larrabile); Hoqui Bettan (Zalgize); Hoqui Charles (Zalgize); Hoqui Thérèse (Zalgize).

Pour rejoindre le comité de soutien à Europe Ecologie, consulter et signer en ligne: www.bozkabo-ve.org

Lettre à Mme Michèle Alliot-Marie

Une chambre d'agriculture pour le Pays Basque n'est pas nécessairement liée à la création d'un nouveau département

«**M**ADAME le ministre de l'Intérieur, La presse a rapporté les propos que vous aviez tenus concernant la création d'une chambre d'agriculture en Pays Basque (source: paysbasqueinfo.com, mars 2009). Vous auriez exprimé votre accord pour la création de cet établissement à condition que leurs promoteurs ne fassent pas le lien avec la revendication d'un Département Pays Basque. Permettez-nous de vous rappeler que la création d'une chambre d'agriculture pour le Pays Basque n'est pas nécessairement liée à la création d'un nouveau département. En 1995 déjà,

nous avons demandé une étude à Maître Thouroude, avocat à la cour et enseignant spécialiste en droit public à la faculté de Caen. Cette étude démontrait que la possibilité d'une chambre d'agriculture du Pays Basque dont le ressort géographique serait sur la moitié d'un département, relève d'un décret du Premier ministre. De même, l'expertise juridique réalisée par Maître Lachaume, autre spécialiste en droit public, et professeur à la faculté de droit de Poitiers, sollicité par le Conseil des élus du Pays Basque, confirme les mêmes conclusions. Ces deux études ont été jointes au dossier que nous avons dé-

posé au Tribunal correctionnel, le jour de l'audience du 29 janvier 2009. Tout ceci enlève toute ambiguïté: il est possible de créer une chambre d'agriculture du Pays Basque sans créer un département Pays Basque. Ceci dit, ce n'est pas possible, à nos yeux, de demander à ceux qui souhaitent une chambre d'agriculture du Pays Basque d'avoir, ou de ne pas avoir, telle ou telle opinion sur la question du département. Nous-mêmes nous n'en faisons pas une condition. Parmi ceux qui soutiennent la demande d'une chambre d'agriculture, les opinions sont différentes sur la nécessité ou pas d'une institution pour le Pays

Basque. Et parmi ceux qui souhaitent cette institution, les opinions sont différentes sur la nature de cette institution. Tout ceci fait partie du débat démocratique. Nous sommes disposés, comme nous vous l'avons déjà indiqué, à vous rencontrer pour discuter avec vous de la question d'une chambre d'agriculture en Pays Basque qui répond à une réelle attente et à un réel besoin. Veuillez agréer, Madame le Ministre, l'expression de notre considération respectueuse.»

Pour Euskal Herriko Laborantza Ganbara, Michel Berhocoirigoin



Les abertzale aux Elections européennes : faire le choix du possible

Parole de quatre jeunes abertzale: Artzai Mendiboure, Iñaki Berhocoirigoin,

Allande Errezarret et Haritza Camblong (extraits)

«**L**E 7 juin prochain nous voterons pour renouveler le parlement européen, et pour AB et EA. Vient l'heure du bilan des cinq années de mandature de Gérard Onesta.

En 2004, pour la première fois, ces deux partis abertzale avaient choisi en tant que membres de R&PS (fédération de partis corses, bretons, catalans, alsaciens, occitans, savoyards et basques) de répondre favorablement à l'invitation des Verts d'intégrer leur liste, considérant qu'il s'agissait de la seule manière d'agir de manière efficace au parlement européen, aussi bien sur la problématique du Pays Basque que sur les enjeux sociaux, environnementaux, etc.

En effet le découpage des circonscriptions électorales rend impossible toute représentation des abertzale qui se présenteraient seuls, puisque le Pays Basque Nord est noyé dans l'énorme circonscription du «Grand Sud Ouest». Pour AB et EA le choix de soutenir la candidature de Gérard Onesta en 2004 pouvait être difficile, et politiquement risqué, tant les abertzale étions échaudés par les promesses non tenues des dirigeants et partis français, notamment sur la question du département par François Mitterrand en 1981, puis Lionel Jospin en 1995... Il s'agissait d'un choix d'autant plus difficile qu'une liste abertzale, exclusivement basque, se présentait au même moment «en face».

Cinq ans plus tard, force est de constater que ce choix s'est avéré être le bon. Gérard Onesta —élu notamment grâce aux voix abertzale— a tenu toutes ses promesses. Concernant les seules affaires du Pays Basque, rappelons quelques faits marquants de son mandat:

● Soutien à l'officialisation de l'Euskara

au Parlement européen, officialisation approuvée malgré l'opposition farouche du PPE (Parti Populaire Européen, droite majoritaire au Parlement);

● Dénonciation de l'illégalisation de Batasuna, ainsi que des procédures de mandat d'arrêt européen lancé par le juge Garzón contre les militants de Segi, Amaia, Haritza, et Yves;



Haritza Camblong

● Lancement du friendship, groupe de 10 députés européens dont le but était de soutenir le processus de résolution du conflit basque, et de faire reconnaître le Pays Basque en tant qu'entité politique avec le droit pour ses citoyens de décider de leur avenir. C'est à l'initiative de ce groupe qu'une déclaration de soutien au processus de paix, sera votée au parlement. On se souvient encore des pressions exercées par le PP contre ce vote, considérant que le Parlement s'immisçait dans les affaires internes de l'Espagne;

● Soutien à Euskal Herriko Laborantxa Ganbarra.

Pour tous les abertzale ce bilan est largement positif... A tel point que même ceux qui ne partageaient pas le choix

d'AB et d'EA en 2004, l'ont approuvé, par leurs actes, en étant les premiers à solliciter son aide et à bénéficier de son soutien.

Grâce au travail considérable qu'il a réalisé, Gérard Onesta a aussi contribué à créer une nouvelle relation de confiance entre les abertzale représentés au sein de R&PS et l'ALE (l'Alliance



Iñaki Berhocoirigoin

Libre Européenne qui forme un même groupe parlementaire avec les Verts en Europe) et le parti européen des Verts. Grâce à lui, une nouvelle collaboration est envisageable aujourd'hui.

Revendiquer une autre Europe

Pour ces élections européennes 2009, la configuration est légèrement différente, car AB et EA ont décidé d'intégrer via R&PS la coalition Europe Ecologie. À sa tête pour le «Grand Sud Ouest», José Bové, ami de longue date et compagnon de route des abertzale, et Menane Oxandabaratz, représentante du mouvement abertzale d'Iparraide. Ces élections européennes nous offrent l'occasion, dans un exercice d'ou-

verture et de responsabilité politique, de devenir une force ayant une implication réelle au niveau européen. (...) C'est en tout cas le choix qu'ont fait la plupart des partis abertzale corses, bretons, catalans, occitans etc.

D'autre part, il faut prendre la réelle mesure de ces élections européennes. Il ne s'agit pas d'un scrutin local où effectivement les abertzale devons continuer à progresser d'échéance en échéance et quand cela est possible de les remporter. L'enjeu de ces élections est bien différent compte tenu de l'influence croissante des institutions européennes dans nos vies et notre quotidien. (...)

La plupart des enjeux de ces élections dépassent nos revendications traditionnelles, car ce dont il est question lors de cette échéance, c'est la réponse à apporter à de nombreux domaines: la crise actuelle, la construction d'une Europe plus démocratique, la place des peuples dans une Europe fédérale, la nouvelle PAC, la lutte contre les OGM, la lutte contre le changement climatique, le nouveau modèle de développement soutenable pour les décennies à venir, les relations avec les pays du Sud, etc.

Si nous nous sentons réellement concernés par ces enjeux, nous abertzale ne pouvons pas déposer dans l'urne un bulletin qui n'aurait qu'une valeur symbolique. (...)

À nos yeux, les enjeux de ces élections sont trop importants pour se priver de la possibilité d'être représentés en Europe. Avoir un représentant au parlement européen c'est agir de façon efficace là où se prennent les décisions. (...) N'est-ce pas le meilleur moyen d'assurer une plus grande représentation de gauche et abertzale en Europe? Le vote utile abertzale, c'est Europe Ecologie.

Bozka Bové, Bozka Menane!»

preso

■ **18/98 en appel: le chaud, mais surtout le froid.** La justice espagnole manie l'art de la carotte et du bâton. Exemple manifeste avec l'affaire 18/98 de «la trame d'ETA». Il y a presque deux ans, l'Audiencia nacional prononçait l'incarcération de quarante-sept citoyens basques. Aujourd'hui le Tribunal suprême (TS) prononce l'acquittement de neuf d'entre eux! En prison depuis quinze mois, Natale Landa, condamné à onze ans pour sa participation à Ekin, et Iñaki O'Shea, condamné à neuf ans pour appartenance à la Fondation Joxemi Zumalabe, ont quitté leurs prisons galiciennes le 28 avril. Le 30, le

TS prononçait l'acquittement des huit condamnés de cette Fondation, déjà libre depuis quelque temps, à part O'Shea.

On attend pour cette semaine le jugement définitif. La presse a déjà annoncé la condamnation des trente six accusés restants... A preuve, l'incarcération précipitée de huit «rescapés». Sur ordre de l'Audiencia nacional la police a interpellé à leurs domiciles des libérés sous caution. Parmi eux, le vétéran Jose Luis Elkoro, puis Jabier Salutregi, Elena Beloki, Inma Berrozabal, Juan Mari Mendizabal, tous condamnés à des peines de 11 à 24 ans, Iñaki Zapiain

et Xabi Otero (4 ans). C'est à l'hôpital de Bilbao où il venait de se faire opérer que Juan Pablo Dieguez a été arrêté. On l'a transporté en ambulance à la prison biskayenne de Basauri. Les autres ont été conduits à Madrid, puis à Soto Del Real. Des manifestations de protestation ont eu lieu, notamment à Bergara, dont Jose Luis Elkoro était maire à la sortie du franquisme.

■ **Procès.** La cour d'assise spéciale de Paris a condamné le 28 avril Beltzane Obanos pour appartenance à ETA à la peine de cinq ans de prison. En ayant déjà effectué quatre, elle a

été libérée. La cour n'a pas prononcé d'interdiction de séjour.

■ **Pas de procès.** Il y a six ans, le 30 avril, les juges espagnols de l'Audiencia nacional ouvraient à grand fracas le dossier Udalbiltza, du nom de l'association des élus abertzale, mouvance Batasuna. Il y avait eu à l'époque une série de détentions, dont celle de Xarlot Etxezaharreta. Six ans ont passé, et on ne parle toujours pas de procès. C'est ce qu'ont voulu rappeler les accusés lors d'une conférence de presse tenue à la date anniversaire de l'ouverture de la procédure.



Fruits et légumes

«**M**A pomme, c'est moi! J'suis plus heureux qu'un roi!». C'était le refrain d'une chanson entonnée hardiment par Maurice Chevalier dans l'entre-deux guerres, l'expression parfaite de l'«ego» dans le langage familial toujours très créatif.

Ce langage familial recherche l'image et, sur ce plan-là, fruits et légumes sont abondamment sollicités. Les plus hautes sphères de notre milieu politique, sinon la plus haute, délaissent volontiers le style ampoulé, font de la familiarité leur quotidien. Ainsi notre président a «la banane». Peut-être les derniers événements de l'Outre-mer la lui ont-ils donnée. Personnellement, ignorant cette expression, (il est vrai qu'on apprend à tout âge, même s'il est avancé) je me contente «d'avoir la pêche», ce qui me permet de rester en métropole.

En ce début de moi de mai, alors que revient «le temps des cerises», ce n'est ni l'espoir ni l'optimisme qui animent les cœurs des Français confrontés à la crise, aux plans sociaux, aux licenciements qui avaient déjà commencé avec les délocalisations pour en finir «cerise sur le gâteau» dans le chômage et la précarité. L'inégalité règne dans le doux royaume de France et à toute revendication formulée la réponse est rituelle: «des nêfles!».

Alors, à quoi sert le slogan «travailler plus pour gagner plus» quand le chômage entraîne vers les petits boulots où, en général, on «travaille pour

Jean Haritschelhar

des prunes». Et pourtant, au cours de la période de travail, n'a-t-on pas été amené à faire des concessions, en un mot «à couper la poire en deux», même si l'on préférerait la manger entière, dans l'espoir de «garder une poire pour la soif». Comble de l'inégalité, les stock-options, les para-

«La vie est une perpétuelle "course à l'échalote"»

chutes dorés, les millions d'euros sont l'apanage exclusif des «grosses légumes» de l'industrie et de la finance.

Venons-en donc à la métaphore légumière qui, en général, serait plutôt orientée vers le pessimisme. «Alea jacta est» se traduit en langage naturel par «le sort en est jeté» mais le titi parisien ainsi que nombre de Français préféreront, certainement à cause de l'image, l'expression «les carottes sont cuites». Fuyant les responsabilités, peu désireux d'assumer des conséquences néfastes on s'empresse de «refiler la patate chaude» à d'autres. Le chou, parmi tous les légumes, est certainement

celui qui possède la palette la plus étendue dans le langage familial. Il est bien connu que les enfants naissent dans les choux, que, petit à petit, le «petit bout de chou» grandira jusqu'à devenir une «asperge» et qu'un jour, afin d'exprimer amour et affection, il dira «mon chou» à sa bien-aimée. Plus tard, la vie étant une perpétuelle «course à l'échalote», il vaut bien mieux «faire ses choux gras» et encore moins de «finir dans les choux».

Du pessimisme passons au scénario catastrophe. C'est celui où l'on est amené à «faire le poireau» devant une agence quelconque en quête d'un travail aléatoire où j'espère que personne ne conseillera «d'aller planter ses choux» ailleurs, ou encore de consulter la «feuille de chou» locale dans sa rubrique offre d'emploi, souvent absente. Scénario catastrophe aussi celui qui prédit «la fin des haricots», qui n'imagine pas une reprise après la récession longtemps inavouée puisqu'elle n'était qu'une «croissance négative» au grand dam de tous les exclus qui en avaient «gros sur la patate». En ce 1^{er} mai 2009, alors que dans de très nombreuses villes de France et de Navarre des foules compactes défilent pour exprimer leur grogne et leur rogne, je voudrais, sur le mode plaisant, affirmer tout comme le chef de l'Etat que j'ai encore «la banane» à défaut «d'avoir la pêche» et, qu'à l'instar de nos chers dirigeants, je peux vous «fourguer mes salades».

Notre couverture: François Alfonsi, abertzale corse, candidat éligible sur la liste Europe Ecologie région Sud-Est. (Toutes les photos de Corse sont de Dominique Errante).

Sur votre agenda

Maiatz:

✓ **Jeu 7, 10h, DONAPALEU (Ikastola).** XVI^{ème} concours de jeunes bertsularis d'Iparralde.

✓ **Vendredi 8, DONAPALEU.** Dantzari Tiki.

✓ **Vendredi 8, 12h, ARRANGOITZE** (Salle des fêtes). Chant: Lagun Artean.

✓ **Jusqu'au 30, de 9h30 à 19h (sauf dimanches et fériés), BAIONA** (Librairie Elkar). Exposition «Sculptures, peintures, papiers».

✓ **Vendredi 8 et samedi 16, UHARTE-GARAZI.** Quand les jeunes logent les jeunes!.. «Nous vous invitons à vous joindre à nous pour terminer les peintures. Donc si vous aussi vous voulez apporter votre pierre à l'édifice, apportez votre pinceau, casse-croûte et votre bonne humeur», l'association des jeunes d'Herrian Biz.

✓ **Mercredi 13 et jeudi 14, de 18h30 à 20h30, BAIONA** (Musée Basque). 25^{ème} Rencontres littéraires, orga-

nisées par l'association littéraire Maiatz avec la présentation des livres de Eñaut Etxamendi, Antton Luku, Odon Noblia, Xabaltx, Peio Jorajuria, Mixel Thikoipe...

✓ **Samedi 16 et dimanche 17, 19h, HELETA** (Itsasoa, La Mer). Festival Dilin Dala.

✓ **Samedi 16 et dimanche 17, de 18h30 à 20h30, SAINT-OUEN** (Pariseko Eskual Etxea, 59 avenue Gabriel Péri, Métro Garibaldi). Week-end «Pariseko Herri Urrats», organisé par Lokarria, Sustraiak et Pee. Programme:

Samedi 16, 17h: concours gastronomique à Eskual Etxea. **19h:** apéritif animé.

Dimanche 17, de 9h à 12h: rallye pédestre et culturel dans Paris. **13h:** déjeuner à Eskual Etxea. **Après-midi:** film en euskara sous-titré, karaoke et animation musicale.

Bénéfice au profit de Seaska.

L'Europe d'hier de M. Lamassoure

☞ (Suite de la page 9)

ont intenté l'Etat français et la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. Pour je ne sais quelle raison, vous avez refusé de rejoindre la majorité des élu(e)s du Pays Basque, de toutes tendances, qui ont choisi de défendre cette association exemplaire militant pour une agriculture paysanne et durable. La justice vient de donner raison en tout point à EHLG et par la même occasion de vous décrédibiliser complètement sur le dossier de l'agriculture... Monsieur Lamassoure, nos divergences sont

connues de longue date et certains s'étonneront peut-être que je m'y attarde à ce point. Je tenais cependant à souligner que ces divergences n'ont jamais été aussi grandes. Alors que vous n'arrivez pas à vous affranchir de la tradition des jeux de rôle auxquels la représentation politique se complait, Europe Ecologie a choisi de rompre avec la logique autodestructrice qui a mené l'Europe et le monde au bord du gouffre. C'est le seul moyen de ne pas y tomber.»

José Bové

Meeting du 9 mai

LA liste Europe Ecologie organise un meeting à l'occasion des élections européennes du 7 juin 2009, le samedi 9 mai à 19h, salle Lauga à Bayonne.

Les principaux orateurs seront Gérard Onesta (vice-président du Parlement européen), José Bové (tête de liste d'Europe Ecologie) et Menane Oxandabaratz (représentante d'Iparralde dans la liste d'Europe Ecologie).

Divers porte-paroles de mouvements sociaux seront également invités à témoigner de leur combat et de leurs revendications: Laurence

Hardouin pour la CIMADE, Victor Pachon pour le CADE, etc.

● Présentation générale par Menane Oxandabaratz.

● Bilan des cinq années de mandature de Gérard Onesta.

● Témoignage et prise de parole des représentant(e)s des mouvements sociaux.

● Présentation du programme Europe Ecologie et débat avec le public, José Bové.

Le meeting sera animé par divers groupes de musiciens, un bar, et des stands de différents mouvements sociaux.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Un eurodéputé corse possible, François Alfonsi 4 et 9

● Les abertzale aux Elections européennes 11

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

CETTE année le salon de l'agriculture paysanne et durable «Lurrama, la ferme Pays Basque» se déroulera sur le site de la Maison des Associations de Glain, à Bayonne les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre 2009.

L'association lance un concours d'affiche, dont le visuel choisi servira d'illustration de base pour l'ensemble des supports de communication.

Contactez par tél. J. Audy: 06 89 29 19 85. Par mail: lurrama@orange.fr